

Un colloque du Partenariat Français pour l'Eau

en partenariat avec le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

«Faire de la Conférence ONU 2023 une étape majeure vers les objectifs mondiaux relatifs à l'Eau»

A large graphic of an hourglass filled with blue water. The top bulb is larger than the bottom bulb. The hourglass is surrounded by a colorful circular border with segments in green, yellow, red, and blue. The water level is higher in the top bulb, and a single drop is falling from the narrow neck into the bottom bulb.

Le 6 février 2023 
de 9h00 à 17h00

Ministère de la Transition écologique

Hôtel de Roquelaure

246 bd Saint-Germain, 75007 Paris

 Solférino  Rue du Bac

Vélib station 7008 Villersexel Saint-Germain



Programme

Inscriptions



en **présentiel**



en **distanciel**

Contacts presse :
l'agenceRUP

Pascale Hayter

06 83 55 97 91 - pascale.hayter@lagencerup.fr

Marlyn Dufetrelle

06 70 13 16 91 - marlyn.dufetrelle@lagencerup.fr



SOMMAIRE

1. INTRODUCTION.....	P 3
2. PANORAMA DES ENJEUX DE L'EAU.....	P 4
Les grands défis à relever	P 4
Et la France ?.....	P 5
Infographie et chiffres clés	P 7
3. L'URGENCE D'AMÉLIORER LA GOUVERNANCE MONDIALE DE L'EAU	P 8
Gérer l'eau de manière intégrée, en France et à l'international.....	P 8
Une séquence internationale favorable en 2023.....	P 9
La Conférence des Nations unies sur l'Eau : du 22 au 24 mars 2023 à New York.....	P 10
4. UN COLLOQUE DE MOBILISATION LE 6 FÉVRIER 2023 À PARIS.....	P 11
Mobiliser l'ensemble des parties prenantes françaises pour préparer la Conférence des Nations unies sur l'Eau de 2023	P 14
Annonces récentes sur l'eau	P 15
5. LE PFE ENGAGÉ ET MOBILISÉ POUR FAIRE AVANCER LA CAUSE DE L'EAU EN FRANCE ET DANS LE MONDE	P 16
6. LES PARTENAIRES DU COLLOQUE.....	P 17

1. INTRODUCTION

La dernière conférence de l'ONU sur les enjeux de l'eau douce date de 1977.

La prochaine se tiendra à New-York du 22 au 25 mars 2023, soit 46 ans après !

Cette **Conférence des Nations unies sur l'eau** constitue une opportunité historique de promouvoir les nécessaires évolutions de la gouvernance mondiale de l'eau. En outre, de nombreux États membres des Nations unies, dont la France, souhaitent qu'elle permette enfin de prendre acte du besoin d'accélération des efforts et de discuter des actions nécessaires pour remédier aux retards dans la mise en œuvre des objectifs mondiaux relatifs à l'eau, à savoir les 20 cibles concernant l'eau douce des Objectifs de développement durable (ODD) constituant l'Agenda 2030.

Afin de préparer ensemble cette échéance majeure et historique, le **Partenariat Français pour l'Eau (PFE)** - association multi-acteurs réunissant ministères et organismes parapublics, collectivités territoriales, parlementaires, grandes et petites entreprises, organismes de recherche et associations actives à l'international - **invite les acteurs français de tous les secteurs concernés par l'eau et l'assainissement dans le monde à un colloque sur les enjeux de cette Conférence mondiale sur l'Eau.**

Cet événement de haut niveau organisé par le PFE en partenariat avec le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères se déroulera à Paris, le 6 février 2023, au Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.



Marie-Hélène Aubert
Présidente



Gérard Payen
Vice-président



Marie-Laure Vercambre
Directrice générale

2. PANORAMA DES ENJEUX DE L'EAU

Les grands défis à relever

Ce que les experts nomment de plus en plus communément « la crise mondiale de l'eau » a plusieurs visages : **un visage de développement humain**, avec le **défi majeur de l'absence d'accès universel à l'eau potable, à un assainissement de base et à un minimum d'eau pour l'hygiène**. C'est la réalité de milliards d'individus et une raison clé de la pauvreté chronique.

Les autres visages de la crise mondiale de l'eau, relatifs aux questions quantitatives et qualitatives, se traduisent également par **des entraves au bon développement des pays**. Si les pénuries, les mauvaises gestions et les pollutions des ressources peuvent interférer avec l'accès à l'eau des populations, elles impactent surtout les sécurités environnementale, alimentaire et sanitaire des territoires concernés, et donc leur développement socio-économique.

À ces enjeux de conduite du développement, de planification et de gouvernance territoriale s'ajoutent **une coopération insuffisante au niveau régional et mondial, l'impact du dérèglement climatique sur le grand cycle de l'eau** et les risques qu'il génère, la **dégradation des écosystèmes** et **l'interdépendance des économies dans un monde globalisé**.

Ces défis mondiaux sont résumés dans les 20 cibles EAU de l'Agenda 2030 des Nations unies adoptées en 2015. Hélas, les progrès mesurés par les statistiques mondiales sont très lents et l'ONU a lancé une alerte mondiale il y a 2 ans en indiquant qu'il fallait quadrupler la vitesse d'obtention de résultats concrets. Outre cette multiplication par 4 qui manifeste un besoin majeur d'accélération des efforts dans le domaine de l'eau, l'ONU-Eau préconise d'avancer sur cinq catégories de moyens : des financements plus importants et optimisés ; la disponibilité de données de qualité pour des décisions informées ; le renforcement des capacités humaines et institutionnelles sur ces sujets ; des innovations technologiques et en matière de pratiques appliquées dans les pays ; plus de coopération entre les utilisateurs et au niveau transfrontalier.

Et en France ?

Comme la plupart des États, la France doit renforcer ses politiques pour atteindre complètement les ambitions de l'Agenda 2030 en ce qui concerne :



- l'accès universel à des services d'eau potable et d'assainissement gérés en toute sécurité, en priorité dans les Outremer,
- la conformité des installations d'assainissement non-collectif,
- l'atteinte du bon état écologique,
- l'équilibre entre disponibilité des ressources en eau et prélèvements,
- l'adaptation au dérèglement climatique,
- la préservation de la biodiversité aquatique.

En 2023 auront lieu deux réunions intergouvernementales importantes sur les ODD.

- D'une part en juillet, le **Forum politique de haut-niveau (FPHN) sur le Développement durable fera un point sur l'ODD6 dédié à l'eau et à l'assainissement.**
- D'autre part, en septembre, se tiendra le Sommet sur les ODD en marge de la session de septembre de l'AGNU (Assemblée générale des Nations unies). **La France a prévu de faire un bilan de ses progrès cet hiver afin de remettre une Revue nationale volontaire (VNR) au FPHN de juillet.**

Infographie et chiffres clés



Quasiment la moitié de la population mondiale

3,6 milliards

ne dispose pas d'assainissement satisfaisant (assainissement géré en toute sécurité).



Les milieux d'eau douce recouvrent seulement 1 % de la surface de la Terre, mais abritent

plus de 10% des animaux

et environ 1/3 des espèces vertébrées.

[Rapport Planète Vivante, WWF, 2018]



La rareté de l'eau, exacerbée par le changement climatique, pourrait coûter jusqu'à

6% du PIB de certaines régions

[Banque Mondiale, 2016]



Environ 143 millions de personnes,

essentiellement d'Afrique subsaharienne, Asie du Sud, Amérique Latine, pourraient être forcées de se déplacer à l'intérieur de leur propre pays pour échapper aux impacts du changement climatique.

[Banque mondiale, 2016]



Une personne sur quatre,

soit 2 milliards d'individus, ne bénéficie toujours pas d'eau non contaminée.



Limiter le réchauffement global à 1,5°C plutôt qu'à 2°C

pourrait réduire la proportion de la population mondiale exposée au stress hydrique de 50 %.

[GIEC, 2018]



Les Solutions fondées sur la Nature

ne représentent qu'1% des financements mondiaux dédiés à l'eau.

[Rapport Mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, 2018]



Quelque 2 milliards

de personnes vivent dans des pays dont le développement économique est compromis par une situation de fragilité, par des conflits ou par un taux de violence élevé.

Banque Mondiale, « Fragilité, conflits et violence », mise à jour 2019

Le financement nécessaire pour atteindre **l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement** est estimé entre **3 à 4 fois supérieur** aux investissements actuels [Banque mondiale, 2016]

40% de la population sera confrontée à des pénuries d'eau d'ici 2050 [OCDE, 2012], **90% de l'ensemble des risques naturels** sont liés à l'eau. Leur fréquence et leur intensité s'accroissent [WWDR, 2012].

2 milliards de personnes n'ont pas d'accès satisfaisant à l'eau potable. Ce nombre ne décroît que lentement car dans de grandes parties du monde comme l'Afrique sub-saharienne ou la moitié urbaine du monde, ces personnes sont en nombre croissant.

Le réchauffement climatique moyen mondial est aujourd'hui de **+1,1 °C depuis 2003**.

À l'horizon 2030-2040, le niveau requis par l'Accord de Paris de +1,5°C devrait être dépassé et **la perspective +3°C** devient **de plus en plus probable en 2100**, rendant les actions d'adaptation de moins en moins efficaces.

20% de la population vit sur des aquifères surexploités [WWDR, 2014], la demande d'énergie mondiale devrait croître de **40% d'ici 2030** [WWDR, 2017] et la demande alimentaire de **60% d'ici 2050** [WWDR, 2016] renforçant les pressions sur les ressources en eau.

60% des **276 cours d'eau** internationaux sont dépourvus d'accords de coopération. [WWDR, 2012]

45% des eaux usées domestiques sont rejetées dans l'environnement sans traitement ou avec un traitement insuffisant [ONU-Eau 2021]

3. L'URGENCE D'AMÉLIORER LA GOUVERNANCE MONDIALE DE L'EAU

Gérer l'eau de manière intégrée, en France et à l'international

Les scientifiques du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) pour le climat et de l'IPBES (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services)¹ pour la biodiversité confirment tous les jours que **les modes de développement actuels doivent évoluer pour devenir plus durables à l'échelle de la planète**. L'eau et la biodiversité aquatique en sont les premières victimes et le dérèglement climatique ne fait qu'exacerber des déséquilibres existants.

Ce constat accablant pour l'avenir peut être également fait dans beaucoup d'autres secteurs : pauvreté et inégalités, sécurité alimentaire, égalité entre les sexes, modes de production et de consommation... Or l'eau et la biodiversité aquatique sont des facteurs nécessaires à tous ces secteurs.

Forte de ces constats, **la communauté internationale a approuvé en septembre 2015 l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de Développement Durable qui fixent de grandes ambitions datées et chiffrées que chaque État doit atteindre. Ceci leur demande de mettre en place des politiques publiques intégrées alliant développement économique et social, et protection de l'environnement**. Pour l'eau douce, et s'agit d'atteindre 20 objectifs appelés cibles ODD qui constituent une vision intégrée et cohérente de l'ensemble des enjeux relatifs à l'eau douce. Hélas, depuis 2015, les États membres des Nations Unies n'ont jamais discuté sérieusement de leurs actions pour atteindre l'ensemble de ces 20 cibles et de l'énorme accélération qui est nécessaire. La Conférence de New York sera une occasion à ne pas manquer.

La France dispose de longue date d'une politique ambitieuse dans le domaine de l'eau fondée sur des principes éprouvés : responsabilité publique, gestion technique et financière par bassin versant, participation de tous les acteurs et co-construction, maîtrise d'ouvrage au plan local et déconcentration². Les services d'eau et d'assainissement sont des services publics garantis par les pouvoirs publics.

1. En français : Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

2. La politique française de gestion des ressources en eau et de la biodiversité https://www.partenariat-francais-eau.fr/wp-content/uploads/2021/07/GEF_FR_WEB-SIMPLE.pdf

Une séquence internationale favorable en 2023



Colloque du PFE

le 6 février 2023

COP 15 sur la biodiversité

7 au 19 décembre 2022

La France rend sa copie de mise en œuvre des ODD (incluant l'eau) au PFHN

Sommet mondial des ODD à New York
18 septembre 2023

2022

2023

Sommet mondial sur les eaux souterraines à l'UNESCO
5 au 8 décembre 2022

Forum politique de haut-niveau sur le Développement Durable de l'ONU (FPHN) qui fera un point sur l'ODD 6
du 10-19 juillet /2023

Conférence des Nations Unies sur l'eau à New York
du 22 au 24 mars 2023

COP 27 Climat
6 au 18 novembre 2022

COP 28 Climat et bilan mondial de l'Accord de Paris
30 novembre au 12 décembre 2023



La Conférence des Nations unies sur l'Eau de 2023 (UN 2023 Water Conference) : du 22 au 24 mars 2023 à New York

- ▶▶ **Malheureusement, ceci n'est pas une COP** : les enjeux d'eau pris dans leur ensemble ne font pas à ce jour l'objet de traité multilatéral mondial à la différence du climat ou de la biodiversité. Il existe des accords régionaux ou thématiques (ex : la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux).
- ▶▶ L'Eau douce est cependant l'une des 17 grandes priorités politiques des Nations unies depuis l'adoption de l'Agenda 2030 en 2015.
- ▶▶ **La Conférence**, dont le nom complet est *Conférence des Nations unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » [2018-2028]* **est un événement multi-acteurs auquel vont participer gouvernements, organismes des Nations unies, organisations intergouvernementales, institutions financières internationales, ONG, organisations de la société civile, universités, la communauté scientifique, le secteur privé et d'autres.** Elle se tiendra aussi à mi-chemin de l'Agenda 2030.
- ▶▶ Organisée par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN-DESA) soutenu par l'ONU-Eau et co-présidée par les Pays-Bas et le Tadjikistan, **elle ne fera l'objet ni de conclusions politiques ni d'une déclaration négociée entre États. Il est seulement prévu une synthèse des travaux : une déception pour ceux qui espéraient de grandes avancées.**
- ▶▶ Il s'agit néanmoins de la première Conférence des Nations unies sur l'eau douce depuis celle de Mar del Plata (Argentine) en 1977, soit depuis 46 ans, et les défis mondiaux liés à l'eau se sont aggravés depuis. Elle constitue donc une **occasion historique** à ne pas rater de faire évoluer les esprits vis-à-vis de l'accélération des actions à mener et des nécessaires évolutions de la gouvernance mondiale de l'eau en y associant tous les acteurs. **Plusieurs États pourraient décider de s'appuyer sur les résultats de la conférence pour soumettre ultérieurement une ou plusieurs résolutions relatives à l'eau à l'Assemblée générale des Nations unies.**

4. UN COLLOQUE DE MOBILISATION LE 6 FÉVRIER 2023 À PARIS

Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) - association multi-acteurs réunissant ministères et organismes parapublics, collectivités territoriales, parlementaires, grandes et petites entreprises, organismes de recherche et associations actives à l'international - invite les acteurs français de tous les secteurs concernés par l'eau et l'assainissement dans le monde à ce colloque afin de préparer collectivement l'échéance majeure que constitue la conférence de New York.

Une journée structurée autour de 4 thématiques au cœur des priorités communes à la France, à l'Union européenne et au PFE :

- **Débat 1** : Comment accélérer la mise en œuvre des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement ? Depuis 2021, l'ONU alerte sur le besoin de quadrupler les efforts pour atteindre d'ici 2030 les milliards de personnes concernées conformément aux objectifs mondiaux.
- **Débat 2** : Atteindre les objectifs mondiaux et nationaux sur l'eau, le climat, la biodiversité, l'énergie et l'alimentation nécessite des actions dans tous les secteurs d'activité. Comment éviter que les spécialistes restent dans leurs « silos » et mobiliser tous les secteurs à la réussite de tous les ODD ?
- **Débat 3** : Comment favoriser la paix en développant les coopérations internationales pour l'eau et par l'eau ?
- **Débat 4** : Comment stimuler une réelle accélération des actions vers les 20 objectifs mondiaux liés à l'eau ? Comment assurer que la dynamique diplomatique de cet événement ONU de haut niveau sur l'ensemble des enjeux de l'eau se poursuive après mars 2023 et qu'il ne faille pas attendre la prochaine génération pour engager les actions nécessaires ?

Erik Orsenna

Président d'Initiatives pour l'Avenir des Grands Fleuves (IAGF), Erik Orsenna, membre de l'Académie Française, est un économiste, écrivain et spécialiste des questions de développement durable, auteur d'un livre de référence sur l'avenir de l'eau et du récent « La Terre a soif ».

Depuis plus de quinze ans, les voyages qu'il effectue dans le monde entier nourrissent ses essais sur les logiques cachées de la mondialisation et la gestion des ressources naturelles. Plateforme d'idées et de solutions pour une gestion équilibrée des fleuves au service de nombreuses transitions, l'IAGF vise à mieux comprendre les interactions à l'œuvre autour des fleuves pour sauvegarder ces communs de l'humanité et du vivant. L'organisation a lancé en juin 2022 l'initiative Living with Rivers : une mobilisation internationale inédite dédiée aux fleuves.



Programme complet

9h20 ACCUEIL - INTRODUCTION

- **Marie-Hélène Aubert**, Présidente du Partenariat Français pour l'Eau

Modérateur de la matinée : **Denis Cheissoux** (Radio France)

9h30 La France et la diplomatie mondiale au chevet des enjeux de l'eau lors d'une conférence ONU majeure en mars 2023 à New-York, inédite depuis 46 ans.

- **Christophe Béchu**, Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- **Chrysoula Zacharopoulou**, Secrétaire d'État chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux (sous réserve)
- **Serigne Mbaye Thiam**, Ministre de l'Eau et de l'assainissement du Sénégal (depuis Dakar)
- **Nathalie Olijslager**, Pays-Bas, pays co-hôte de la Conférence (depuis La Haye)

10h10

Débat 1 : Comment accélérer la mise en œuvre des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement ? Depuis 2021, l'ONU alerte sur le besoin de quadrupler les efforts pour atteindre d'ici 2030 les milliards de personnes concernées conformément aux objectifs mondiaux.

Pour l'Union Européenne, la France et le PFE, l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement (ODD 6.1 et 6.2) sera un sujet prioritaire à discuter lors de la Conférence de New York. Il s'agira notamment de plaider pour des politiques ciblées et plus volontaristes, des financements plus importants et optimisés, le renforcement des capacités et plus de collaboration entre les acteurs concernés.

- **Gérard Payen**, Ancien conseiller eau du Secrétaire général de l'ONU, Vice-Président du PFE
- **Maximilien Pellegrini**, Président de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E), membre du PFE
- **Najib Mahfoudhi**, Coordinateur interministériel du Plan EauDom
- **Gilles Kleitz**, Directeur exécutif Solutions de développement durable de l'AFD, membre du PFE
- **Rachid Lahlou**, Président fondateur du Secours Islamique France, membre du PFE

11h40

Débat 2 : Atteindre les objectifs mondiaux et nationaux sur l'eau, le climat, la biodiversité, l'énergie et l'alimentation nécessite des actions dans tous les secteurs d'activité. Comment éviter que les spécialistes restent dans leurs « silos » et mobiliser tous les secteurs à la réussite de tous les ODD ?

La France et le PFE s'emploient à mobiliser à la Conférence de New York des acteurs qui ne sont pas du « monde de l'eau », mais dont les activités en sont totalement interdépendantes, telles que les secteurs agricole, industriels ou urbains. Ce sont ces coopérations intersectorielles qui vont permettre l'atteinte des objectifs mondiaux relatifs à l'eau d'une part, et de l'ensemble des ODD d'autre part.

- **Guillaume Choisy**, Directeur de l'Agence de l'eau Adour Garonne, membre du PFE
- **Elisabeth Claverie de Saint Martin**, Présidente du CIRAD
- Une entreprise industrielle (à confirmer)
- **René Lalement**, Directeur adjoint de l'Office Français de la Biodiversité, membre du PFE
- **Ronan Dantec**, Sénateur, fondateur de Climate Chance, membre du PFE
- **Sylvie Lemmet**, Ambassadrice pour l'Environnement

12h45 CONCLUSION DE LA MATINÉE

- **Erik Orsenna**, Président d'Initiatives pour l'avenir des grands fleuves (IAGF) et auteur du livre *La Terre a soif*.

Modératrice de l'après-midi : **Saveria Rojek** (Radio France)

14h00 Allocution de **Madame Bérengère Couillard**, Secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires chargée de l'écologie

14h10 **Débat 3 : Comment favoriser la paix en développant les coopérations internationales pour l'eau et par l'eau ?**

Alors que négocier des accords entre pays voisins pour les 60% des 276 cours d'eau internationaux qui en sont dépourvus améliorerait les relations internationales et que les coopérations internationales peuvent stimuler les actions pour l'eau dans de nombreux pays, il s'agira lors de la Conférence de l'ONU de promouvoir l'amélioration de ces coopérations en tirant parti de l'expérience des acteurs français.

Ouverture par le ministre de l'eau du Sénégal (depuis Dakar)

- **Patrick Lecante**, Président du Comité de l'eau et de la biodiversité de Guyane, maire de Montsinéry-Tonnégrande, membre du PFE
- **Franck Galland**, Expert français sur les questions sécuritaires liées aux ressources en eau, membre du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, membre du PFE
- **Christophe Guilhou**, Directeur du développement durable, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
- **Jean-Marie Tétart**, Président du Programme Solidarité Eau, maire de Houdan, membre du PFE
- **Yvan Kedaj**, Directeur général du Pôle Aqua-Valley, membre du PFE

15h30 **Débat 4 : Comment stimuler une réelle accélération des actions vers les 20 objectifs mondiaux liés à l'eau ? Comment assurer que la dynamique diplomatique de cet événement ONU de haut niveau sur l'ensemble des enjeux de l'eau se poursuive après mars 2023 et qu'il ne faille pas attendre la prochaine génération pour engager les actions nécessaires ?**

Ouverture par **Janine Muzau**, ministère allemand pour l'environnement, la conservation de la nature, la sûreté nucléaire et la protection des consommateurs

- **Sandra Métayer**, Déléguée générale de la Coalition Eau, membre du PFE
- **Agathe Euzen**, Responsable de la Cellule Eau du CNRS, membre du PFE
- **Rebecca Akrich**, Cheffe de la délégation au développement durable au Commissariat Général au Développement Durable
- **Alexandre Ledoyen**, Étudiant et porte-parole de la jeunesse au sein du Comité de Bassin Artois Picardie [Collège des usagers non économiques]
- Témoin de l'impact d'un Envoyé Spécial existant du Secrétaire Général des Nations Unies (en attente)

16h30 CONCLUSIONS, REMERCIEMENTS

- **Gérard Payen**, Vice-président du PFE

Mobiliser l'ensemble des parties prenantes françaises pour préparer la Conférence des Nations unies sur l'Eau 2023

La tenue de la conférence de mars et le fait que certains enjeux d'eau soient maintenant discutés dans les COP sur le climat et la biodiversité reflètent **une prise de conscience au sein de la communauté internationale** de l'importance que revêt la question de l'eau. La France et le secteur de l'eau français ont **une tradition d'excellence à faire valoir** en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), de services d'eau et d'assainissement, de recherche, de formation et innovation, et de coopération internationale.

Ces domaines d'excellence sont portés par l'État, les collectivités et par une multitude d'acteurs français. Ce sont ces engagements, ces expertises et cette approche multi-acteurs qui doivent être mobilisés.

Par ailleurs, **l'utilisation durable des ressources en eau ne pourra se faire sans l'implication forte des secteurs connexes pertinents** : l'agriculture revendique 70% de toute l'eau douce utilisée au niveau mondial, l'industrie 22% (plus dans les pays industrialisés), les besoins domestiques 8%.

Au niveau international comme au niveau local, faire converger différents secteurs reste un défi. Inviter des représentants d'autres secteurs figure parmi les objectifs du colloque du 6 février et a été recommandé par la France et le PFE aux organisateurs de la conférence ONU de mars.

- ▶▶ Les idées émises le 6 février enrichiront le **plaidoyer français à la conférence de New York** et des décisions intergouvernementales ultérieures
- ▶▶ Plusieurs acteurs français ont déjà contribué ou **contribueront au Water Action Agenda**, l'appel à engagements, annonces et initiatives des organisateurs de la conférence.

Annonces récentes sur l'eau

- ▶▶ La France finalise sa nouvelle Stratégie de planification de l'eau.
- ▶▶ La France fait par ailleurs partie des 150 États signataires d'une lettre envoyée en octobre 2022 au Secrétaire général des Nations unies demandant la création d'un poste d'Envoyé spécial pour l'eau, à l'instar des postes créés pour le climat ou les océans.

QUELQUES EXEMPLES D'ENGAGEMENTS PASSÉS :

- La France et les acteurs français de l'eau ont **une longue tradition d'engagement sur les enjeux de l'eau à l'international**. L'État français et les membres du PFE ont très tôt soutenu la reconnaissance des Droits humains à l'eau potable et à l'assainissement par les Nations unies et la France.
- La France a joué **un rôle diplomatique actif** de promotion de la ratification des Conventions des Nations unies sur les cours d'eau internationaux par d'autres États.
- **Les collectivités françaises se distinguent par l'importance de la coopération décentralisée avec des collectivités des pays en développement dans le domaine de l'eau**. Les engagements des collectivités territoriales et des agences de l'eau représentent un montant cumulé de dons 415M€ depuis 2005, dont 345M€ dans le cadre de la loi Oudin-Santini (2005) qui autorise les collectivités, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement pour financer des actions de solidarité internationale dans ces secteurs.
- **L'eau et l'assainissement représentaient 8% des engagements de l'Agence française de développement en 2021**. Le même secteur de l'eau et de l'assainissement représentait 35% des engagements financiers du groupe AFD alloués à des projets d'adaptation aux effets du changement climatique.
- Comme d'autres pays, la **France a élaboré une Feuille de route de la France pour l'atteinte de l'Agenda 2030³**.
- La France a adopté **sa Stratégie internationale pour l'eau et l'assainissement 2020-2030⁴**

3. <https://www.agenda-2030.fr/a-la-une/actualites-a-la-une/article/feuille-de-route-de-la-france-pour-l-agenda-2030>

4. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/autres-secteurs-d-importance/l-action-de-la-france-en-matiere-d-eau-et-d-assainissement/>

5. LE PFE ENGAGÉ ET MOBILISÉ POUR FAIRE AVANCER LA CAUSE DE L'EAU EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Le **Partenariat Français pour l'Eau (PFE)** est la **plateforme de référence des acteurs français de l'eau publics et privés, actifs à l'international**. Il porte depuis 15 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques du développement durable et favorise les échanges entre les savoir-faire français et ceux des autres pays.

Le PFE vise à **faire connaître et à promouvoir au plan international l'approche et l'expertise française en matière de gestion de l'eau** : une approche particulière car résolument multi-acteurs, et toujours innovante après sa mise en place en France dans les années 60.

Le PFE rassemble aujourd'hui environ **200 membres, acteurs publics et privés de l'eau**, qui sont à l'image de la gestion de l'eau en France. Ces acteurs sont **regroupés au sein des 6 collèges** suivants :

- ▶ L'État et ses établissements publics ;
- ▶ Des ONG, des associations et des fondations ;
- ▶ Des collectivités territoriales et des parlementaires ;
- ▶ Des acteurs économiques ;
- ▶ Des institutions de recherche et de formation ;
- ▶ Des personnes physiques françaises et étrangères.



Le PFE conduit son action sur un mode collaboratif et démocratique, sans prééminence d'une catégorie de membres sur une autre.

Ensemble, les membres du PFE élaborent des messages communs et partagés par tous les collèges et les diffusent dans les enceintes et les instances européennes et internationales telles que les Nations unies, l'Union Européenne, l'Union pour la Méditerranée ou encore lors d'événements comme les Conventions climat, les Forums Mondiaux de l'Eau ou les Semaines Mondiales de l'Eau de Stockholm.

6. LES PARTENAIRES

Les partenaires du colloque



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



UN
**2023 WATER
CONFERENCE**

**NEW YORK
22-24
MARCH
2023**

Les partenaires du PFE

Les activités du PFE sont rendues possibles grâce au soutien de ses membres ainsi que de ses partenaires :



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**LES
AGENCES
DE L'EAU**

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE
EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ



**VILLE DE
PARIS**



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



EDF



suez



VEOLIA



Fondation
VEOLIA



SIAAP

Service public de l'assainissement francilien



Contacts presse :
l'agenceRUP

Pascale Hayter
06 83 55 97 91 - pascale.hayter@lagencerup.fr
Marlyn Dufetrelle
06 70 13 16 91 - marlyn.dufetrelle@lagencerup.fr